

810001

DCG

SESSION 2008

UE1 - INTRODUCTION AU DROIT

Durée de l'épreuve : 3 heures Coefficient : 1

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude**.*

Le sujet se compose de 4 pages numérotées de 1/4 à 4/4.

Le sujet se présente sous la forme suivante :

Page de garde	page 1
I- Une étude de jurisprudence (4 points).....	page 2
II - Un cas pratique..... (12 points).....	page 3
III - Une question de cours..... (4 points).....	page 3

Le sujet comporte les annexes suivantes :

Annexe 1	page 4
Annexe 2	page 4

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie. Toutes les réponses devront être justifiées.

I - ETUDE DE JURISPRUDENCE

Arrêt de la Cour de cassation, 3^{ème} civ du 27 juin 2007
Epx X c/ Epx Y

La Cour (...) sur le moyen unique :

Vu l'article L. 145-8 du code de commerce, ensemble l'article 1134 du code civil ;

Attendu que le droit au renouvellement du bail ne peut être invoqué que par le propriétaire du fonds qui est exploité dans les lieux ; que le fonds transformé, le cas échéant, dans les conditions prévues à la section VIII du chapitre V du titre IV du code de commerce, doit, sauf motifs légitimes, avoir fait l'objet d'une exploitation effective au cours des trois années qui ont précédé la date d'expiration du bail ou de sa reconduction telle qu'elle est prévue à l'article L. 145-9 ;

Attendu, selon l'arrêt attaqué (CA Montpellier, 15 mars 2005), que, par acte du 24 juillet 2001, les époux X, preneurs à bail de locaux à usage commercial appartenant aux époux Y, ont sollicité le renouvellement de leur bail à compter du 1^{er} juillet 2002 ; que, par acte du 14 septembre 2001, les époux Y leur ont opposé un refus de renouvellement au motif qu'aucun fonds de boulangerie pâtisserie n'était exploité dans les lieux loués conformément à la destination prévue par le bail, puis les ont assignés en dénégation du droit au bénéfice du statut des baux commerciaux ;

Attendu que, pour accueillir la demande des bailleurs, l'arrêt retient, par motifs propres et adoptés, qu'il résulte des pièces produites au débat que le pain et les pâtisseries vendus dans les lieux loués sont fabriqués dans une autre boulangerie pâtisserie exploitée par les preneurs, que les locaux pris à bail par ces derniers ne servent plus que de dépôt-vente et qu'ils ne sont plus affectés à l'activité de boulangerie pâtisserie contractuellement prévue ;

Qu'en statuant ainsi, alors que la clause de destination de boulangerie-pâtisserie prévue au bail n'imposait pas, à défaut de stipulations particulières, la fabrication artisanale et la vente dans le même local donné à bail, la Cour d'appel a violé les textes susvisés ;
Par ces motifs : - Casse et annule...

Travail à faire

A l'aide de l'annexe 1, répondre aux questions suivantes concernant l'arrêt proposé :

- 1. Quelles sont les parties en présence dans cette affaire ?**
- 2. Quels sont les faits ?**
- 3. Quelle a été la procédure suivie jusqu'alors ? Y aura-t-il une procédure future ? Justifier votre réponse.**
- 4. Quelle a été la décision rendue par la Cour d'appel ? Comment la justifie-t-elle ?**
- 5. Quelle est la position de la Cour de cassation ? Quels sont les motifs invoqués ?**

II - CAS PRATIQUE

Depuis plusieurs mois les époux Panneau rencontrent des problèmes de trésorerie dans le cadre de leur activité de boulangerie-pâtisserie. Ils ont pu, à ce jour, continuer à payer régulièrement leurs créanciers mais craignent de ne pouvoir continuer encore longtemps à le faire.

Travail à faire

1. Existe-t-il des moyens juridiques permettant de surmonter les difficultés de l'entreprise des époux Panneau, en tenant compte du fait que celle-ci n'est pas en cessation des paiements.
2. Si la cessation de paiement ne peut pas être évitée, l'entreprise pourra-t-elle continuer son activité ? Justifier votre réponse.

Pour moderniser les équipements de leur boulangerie-pâtisserie, les époux Panneau envisagent de solliciter un crédit auprès de leur banque afin de financer l'achat d'un nouveau four.

Travail à faire

3. Présenter la nature et les caractéristiques juridiques du contrat qu'ils pourraient être amenés à signer avec leur banque.
4. Quels types de garantie la banque pourrait-elle leur demander ?

Les époux Panneau sont mariés depuis 1998 sans contrat de mariage. Madame Panneau a hérité de son père en 2001 d'un immeuble situé avenue de la Paix à Paris. Elle a le statut de « conjointe-collaboratrice ».

Travail à faire

5. Cet immeuble peut-il faire l'objet de poursuites de la part des créanciers de leur entreprise de boulangerie-pâtisserie ? Justifier votre réponse.

III - QUESTION DE COURS

Les conditions de formation du contrat.

ANNEXE 1

1.1. Extrait du code civil

Article 1134

Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.
Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.
Elles doivent être exécutées de bonne foi.

1.2. Extraits du code de commerce

Article L145-8

Le droit au renouvellement du bail ne peut être invoqué que par le propriétaire du fonds qui est exploité dans les lieux.

Le fonds transformé, le cas échéant, dans les conditions prévues à la section 8 du présent chapitre, doit, sauf motifs légitimes, avoir fait l'objet d'une exploitation effective au cours des trois années qui ont précédé la date d'expiration du bail ou de sa reconduction telle qu'elle est prévue à l'article L. 145-9, cette dernière date étant soit la date pour laquelle le congé a été donné, soit, si une demande de renouvellement a été faite, le terme d'usage qui suit cette demande.

Article L145-9

Par dérogation aux articles 1736 et 1737 du code civil, les baux de locaux soumis aux dispositions du présent chapitre ne cessent que par l'effet d'un congé donné suivant les usages locaux et au moins six mois à l'avance.

A défaut de congé, le bail fait par écrit se poursuit par tacite reconduction au-delà du terme fixé par le contrat, conformément à l'article 1738 du code civil et sous les réserves prévues à l'alinéa précédent.

Le bail dont la durée est subordonnée à un événement dont la réalisation autorise le bailleur à demander la résiliation ne cesse, au-delà de la durée de neuf ans, que par l'effet d'une notification faite six mois à l'avance et pour un terme d'usage. Cette notification doit mentionner la réalisation de l'événement prévu au contrat.

S'agissant d'un bail comportant plusieurs périodes, si le bailleur dénonce le bail à la fin des neuf premières années ou à l'expiration de l'une des périodes suivantes, le congé doit être donné dans les délais prévus à l'alinéa premier ci-dessus.

Le congé doit être donné par acte extrajudiciaire. Il doit, à peine de nullité, préciser les motifs pour lesquels il est donné et indiquer que le locataire qui entend, soit contester le congé, soit demander le paiement d'une indemnité d'éviction, doit, à peine de forclusion, saisir le tribunal avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date pour laquelle le congé a été donné.

ANNEXE 2

Extrait du code de commerce

Article L145-1

I. - Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux baux des immeubles ou locaux dans lesquels un fonds est exploité, que ce fonds appartienne, soit à un commerçant ou à un industriel immatriculé au registre du commerce et des sociétés, soit à un chef d'une entreprise immatriculée au répertoire des métiers, accomplissant ou non des actes de commerce, et en outre :

1° Aux baux de locaux ou d'immeubles accessoires à l'exploitation d'un fonds de commerce quand leur privation est de nature à compromettre l'exploitation du fonds et qu'ils appartiennent au propriétaire du local ou de l'immeuble où est situé l'établissement principal. En cas de pluralité de propriétaires, les locaux accessoires doivent avoir été loués au vu et au su du bailleur en vue de l'utilisation jointe ;

2° Aux baux des terrains nus sur lesquels ont été édifiées - soit avant, soit après le bail - des constructions à usage commercial, industriel ou artisanal, à condition que ces constructions aient été élevées ou exploitées avec le consentement exprès du propriétaire.

II. - Si le fonds est exploité sous forme de location-gérance en application du chapitre IV du présent titre, le propriétaire du fonds bénéficie néanmoins des présentes dispositions sans avoir à justifier de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

CORRIGÉ

Nature de l'épreuve : épreuve écrite portant sur l'étude d'une ou de plusieurs situations pratiques et/ou le commentaire d'un ou plusieurs documents et/ou une ou plusieurs questions.

Durée : 3 heures

Coefficient : 1



Prise de connaissance du sujet :

La page 1 présente les **travaux à effectuer** et le **barème de l'épreuve**.

Le barème est important à connaître ; il donne une information sur l'importance relative de chaque dossier dans la note globale.

Sous la rubrique « *Avertissement* » : il est précisé au candidat qu'il peut être conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses pour répondre aux différentes questions qui lui sont posées. En effet, il est important de noter que, le cas échéant, les questions posées peuvent suggérer plusieurs réponses ; aussi, il convient de les présenter de manière explicite dans la rédaction de la copie.

Le sujet (pages 2 à 4) se compose de **trois travaux** distincts, qui doivent être traités de manière séparée :

- une étude de jurisprudence ;
- un cas pratique ;
- une question de cours.

Deux annexes, qui sont des extraits du code civil et du code de commerce viennent à l'appui de ces travaux.



Conseil pour la lecture du sujet : lire attentivement le sujet en soulignant les mots clés pour bien délimiter le domaine de chaque travail et des questions posées.



Gestion du temps : vous disposez de 3 heures pour traiter le sujet. En fonction de l'importance de chaque travail, il paraît pertinent de prévoir une répartition du temps pour le traitement de chaque dossier... et de s'y tenir.



Conseils pour la rédaction des réponses :

1. Adopter une **démarche structurée** pour répondre de manière précise, claire et ciblée à chacune des questions posées :

1.1. *pour l'étude de jurisprudence* : répondre précisément à chaque question ;


1.2. *pour le cas pratique* : cf. le plan proposé ci-dessous dans les réponses :

- *faits essentiels*
- *problème(s) de droit posé(s)*
- *règle(s) de droit applicable(s)*
- *application au cas*


A noter : la formulation du « *problème de droit* » permet de bien cibler le point de droit concerné et les connaissances à mobiliser pour répondre de manière pertinente à la question posée.

1.3. *pour la question de cours* : présenter les connaissances dans un ordre logique.

2. Rédiger des **phrases courtes** en utilisant des **termes juridiques** précis.
3. Faire une **présentation claire et aérée** de la copie, pour faciliter la compréhension de son contenu.
4. Prévoir un **temps de relecture** en fin de travail (10 mn environ), pour corriger les erreurs de fond, de forme.


 NB : les réponses présentées ci-dessous sont des ; informations qui ont pour but de vous aider à mieux repérer et comprendre ce qui vous est demandé :

 Domaine du droit

 A noter


I – ETUDE DE JURISPRUDENCE

(4 points)

 Utilisation des annexes 1 et 2 pour cette étude : elles présentent des extraits de réglementation :

- code civil : l'article 1134 concerne la **force obligatoire des contrats**. Les cocontractants sont engagés par le contrat qu'ils ont négocié et pour lequel ils ont donné leur consentement ;
- code de commerce : les articles contiennent des règles relatives au contrat de bail commercial : notamment :
 - **le droit au renouvellement du bail qui ne peut être invoqué que par le propriétaire d'un fonds** (article L145-8) ;
 - à **défaut de congé** donné pour le bail, celui-ci se poursuit par tacite reconduction au-delà du terme fixé par avance (article L145-9) ;
 - la réglementation sur les baux commerciaux s'applique aux baux des immeubles dans lesquels un fonds de commerce ou un fonds artisanal est exploité.

1. Quelles sont les parties en présence dans cette affaire ?

 Domaine du droit : la procédure judiciaire : la qualité des personnes en litige devant les différentes juridictions.

 A noter : il s'agit ici d'identifier les parties au moment du **pourvoi** en cassation.

Les parties sont :

- les époux X (preneurs à bail des locaux) : demandeurs au pourvoi ;
- les époux Y (propriétaires des locaux et bailleurs) : défendeurs au pourvoi.

2. Quels sont les faits ?



Domaine du droit : la procédure judiciaire : l'évocation des faits à l'origine d'un litige.



A noter : la réponse doit inclure : l'ordre chronologique des faits, les personnes, les faits juridiques et actes juridiques qui se sont produits.

Les faits sont les suivants :

- 24 juillet 2001 : les époux X, preneurs à bail de locaux à usage commercial, ont sollicité le renouvellement de leur bail à compter du 1^{er} juillet 2002, auprès des propriétaires bailleurs, les époux Y ;
- 14 septembre 2001 : les époux Y ont refusé le renouvellement du bail au motif qu'aucun fonds de boulangerie pâtisserie n'était exploité dans les lieux loués conformément à la destination prévue par le bail.



Référence aux annexes : la demande de renouvellement du bail des époux X est fondée sur l'article L145-8 du code de commerce.

3. Quelle a été la procédure suivie jusqu'alors ? Y aura-t-il une procédure future ? Justifier votre réponse.



Domaine du droit : la procédure judiciaire : les juridictions et leurs décisions.



A noter : la procédure judiciaire commence par l'assignation des demandeurs devant la juridiction du premier degré.

La procédure suivie :

- premier degré : assignation par les époux Y (demandeurs) des époux X (défendeurs) devant le tribunal de grande instance dans le ressort géographique duquel est situé l'immeuble ;
- deuxième degré : appel des époux X (les appelants) devant la cour d'appel de Montpellier. Les époux Y sont les intimés. La cour a rendu un arrêt le 15 mars 2005 : elle a décidé que le refus de renouvellement est justifié ;
- Cour de cassation : pourvoi des époux X contre l'arrêt de la cour d'appel de Montpellier. La Cour de cassation casse et annule l'arrêt de la cour d'appel de Montpellier.

La suite future de la procédure : l'affaire est renvoyée devant une autre cour d'appel qui va statuer de nouveau sur les faits et le droit.

4. Quelle a été la décision rendue par la cour d'appel ? Comment la justifie-t-elle ?



Domaine du droit : la procédure judiciaire : la cour d'appel : compétence.



A noter : la cour d'appel statue sur **les faits et le droit** relatifs à un litige.

La cour d'appel de Montpellier a accueilli la demande des époux Y : elle a considéré que leur refus de renouveler le bail consenti aux époux X était justifié.

La cour d'appel retient les motifs invoqués par les époux Y, à savoir :

- le pain et les pâtisseries vendus dans les lieux loués sont fabriqués dans une autre boulangerie pâtisserie exploités par les preneurs (les époux X) ;
- les locaux loués par les époux X ne sont plus utilisés que comme dépôt-vente ; par conséquent, ils ne sont plus affectés à l'activité de boulangerie pâtisserie prévue dans le contrat de bail.



Référence aux annexes : l'argumentation retenue se fonde (implicitement) sur le fait que les époux n'ont pas respecté l'activité prévue par le contrat de crédit bail (cf. article 1134 du code civil).

5. Quelle est la position de la Cour de cassation ? Quels sont les motifs invoqués ?



Domaine du droit : le contrat de bail commercial : définition de l'activité pour lequel il est conclu.



A noter : les **clauses d'un contrat de bail commercial** doivent être rédigées de manière précise.

La Cour de cassation casse et annule la décision de la cour d'appel de Montpellier.

Elle retient comme motifs que :

- dans le contrat de bail la clause relative à l'activité de boulangerie pâtisserie n'imposait pas que la fabrication artisanale et la vente des produits soient effectuées toutes les deux dans les locaux donnés à bail par les époux Y ;
- par ailleurs dans le cas présent, aucune clause particulière n'avait été inscrite dans le contrat pour délimiter l'activité de boulangerie pâtisserie (cf. « à défaut de stipulations particulières »).



Référence aux annexes : la motivation de la Cour de cassation retient que le contrat s'applique dans les termes où il a été conclu (cf. article 1134 du code civil).

II – CAS PRATIQUE

(12 points)

1. Existe-t-il des moyens juridiques permettant de surmonter les difficultés de l'entreprise des époux Panneau, en tenant compte du fait que celle-ci n'est pas en cessation des paiements ?



Domaine du droit : droit de l'entreprise en difficulté : prévention des difficultés des entreprises : mandat ad hoc, conciliation, sauvegarde.



A noter : le redressement judiciaire et la liquidation judiciaire (qui sont des procédures collectives comme l'est la procédure de sauvegarde) sont des moyens juridiques exclus dans le cas présent car ils sont utilisés quand l'entreprise est en cessation des paiements.

Faits essentiels :

Dans le cadre de leur activité de boulangerie pâtisserie, les époux Panneau rencontrent des problèmes de trésorerie ; ils craignent de ne pouvoir continuer longtemps à payer régulièrement leurs créanciers.

Problèmes de droit posés :

Quels moyens prévoit la loi pour aider une entreprise à surmonter ses difficultés quand elle n'est pas en cessation des paiements ?

Règles de droit applicables :

La loi prévoit différents moyens juridiques, dont le choix dépend de la situation de l'entreprise :

- a) la désignation d'un **mandataire ad hoc** ou l'ouverture d'une **procédure de conciliation** sont possibles **si l'entreprise éprouve une difficulté juridique, économique ou financière avérée ou prévisible**. En fonction des informations dont il dispose sur l'entreprise, le président du tribunal procède :
 - soit à la désignation d'un **mandataire ad hoc** : le président détermine la mission de ce mandataire (ex : audit de l'entreprise pour établir les causes des difficultés rencontrées) ;
 - soit à la désignation d'un **conciliateur** : la mission du conciliateur est de favoriser la conclusion d'un accord amiable, appelé **accord de conciliation**, entre le débiteur et ses principaux créanciers. C'est une **procédure de conciliation** qui est mise en place.
- b) l'ouverture d'une **procédure de sauvegarde** : **l'entreprise**, sans être en cessation des paiements, **doit justifier de difficultés qu'elle n'est pas en mesure de surmonter**. Le but de cette procédure est de faciliter la réorganisation de l'entreprise afin de permettre la poursuite de l'activité économique, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif.

Application au cas :

En fonction de la nature et de la gravité des difficultés qu'ils rencontrent, les époux Panneaux peuvent demander à bénéficier de l'un des moyens juridiques prévus par la loi : par exemple une procédure de conciliation pour négocier des délais de paiement avec leurs principaux créanciers.

2. Si la cessation des paiements ne peut pas être évitée, l'entreprise pourra-t-elle continuer son activité ? Justifier votre réponse.



Domaine du droit : droit de l'entreprise en difficulté : traitement des difficultés des entreprises : redressement judiciaire, liquidation judiciaire.



A noter : la question concerne l'effet des procédures (redressement ou liquidation judiciaire) quant la **continuité de l'activité** de l'entreprise en difficulté.

Problème de droit posé :

Quels sont les effets d'un redressement judiciaire ou d'une liquidation judiciaire quant à la continuation de l'activité de l'entreprise ?

Règles de droit applicables :

Dans une **procédure de redressement judiciaire** :

- pendant la période d'observation : l'activité est continuée par le débiteur avec l'assistance de l'administrateur judiciaire si le tribunal en nomme un ;
- lors de l'exécution du plan de redressement judiciaire : l'activité se poursuit ; mais le plan peut prévoir une cession totale ou partielle de l'entreprise à un repreneur.

La loi prévoit que la liquidation judiciaire peut être prononcée à tout moment : pendant la période d'observation ou en cours d'exécution du plan de redressement judiciaire.

Dans une **procédure de liquidation judiciaire** :

Le but de cette procédure est de **mettre fin à l'activité de l'entreprise ou de réaliser le patrimoine du débiteur par une cession globale ou séparée de ses droits et de ses biens.**

Le **maintien de l'activité** de l'entreprise peut être autorisé par le tribunal pour une durée de trois mois au maximum (notamment si la cession totale ou partielle de l'entreprise est envisageable).

3. Présenter la nature et les caractéristiques du contrat qu'ils pourraient être amenés à signer avec leur banque.



Domaine du droit : le financement des activités de l'entreprise : le contrat de prêt bancaire.



A noter : la question porte sur les caractéristiques du contrat et sur les obligations essentielles des cocontractants.

Faits essentiels :

Les époux Panneau envisagent de conclure un contrat de prêt avec leur banque.

Problème de droit posé :

Quelles sont les caractéristiques essentielles du contrat de prêt bancaire ?

Règles de droit applicables :

Le **contrat de prêt d'argent** est conclu entre un emprunteur (personne physique ou morale) et un professionnel du crédit (ex : banque), le prêteur.

Ce contrat est :

- consensuel : il est formé dès l'échange des consentements ;
- solennel : dans la mesure où un écrit est en pratique rédigé et signé par les parties ;
- synallagmatique : il y a des obligations réciproques ;
- réel : il y a remise d'une somme d'argent par le prêteur ;
- à durée déterminée : cf. la durée du prêt ;
- nommé : il est réglementé : notamment : les conditions de validité du contrat sont celles du droit commun : capacité des parties, consentement non vicié. La cause et l'objet du contrat doivent être licites. Le taux d'intérêt appliqué au prêt doit respecter des règles légales ; il correspond à un taux effectif global (TEG) qui ne doit pas être usuraire.

Les parties ont des obligations réciproques :

- le **prêteur** a une obligation de conseil vis-à-vis de l'emprunteur et l'obligation de mettre à disposition de celui-ci les fonds convenus, à la date prévue ;
- l'**emprunteur** a l'obligation de rembourser le capital emprunté (le principal) et les intérêts selon les échéances prévues.

Application au cas :

La réglementation relative au contrat de prêt bancaire s'appliquera au contrat que les époux Panneau concluront avec leur banque.

4. Quels types de garantie la banque pourrait-elle demander ?



Domaine du droit : le financement des activités de l'entreprise : les garanties du crédit.



A noter : il s'agit de faire un choix dans les garanties du crédit par rapport au crédit dont il faut garantir le remboursement.

Faits essentiels :

Les époux Panneau envisagent de conclure un contrat de prêt avec leur banque pour financer l'acquisition d'un nouveau four.

Problème de droit posé :

Quelles garanties peut demander une banque à une entreprise qui contracte un prêt pour financer l'acquisition d'un matériel ?

Règles de droit applicables :

La banque peut demander la constitution de l'une des garanties suivantes :

- une sûreté réelle :
 - un nantissement sur le matériel acquis par l'emprunteur ; cette garantie est constituée sans dépossession des emprunteurs ;
 - un gage : un bien meuble de l'emprunteur est remis en garantie à la banque ;
 - une hypothèque est constituée sur un bien immeuble de l'emprunteur au profit de la banque ;
- une sûreté personnelle : l'un des emprunteurs ou les deux se portent caution pour le remboursement du prêt.

Application au cas :

En fonction de l'opération financée et du montant du prêt, la banque choisit un type de garantie ; par exemple, elle pourrait demander la constitution d'un nantissement sur le matériel.

5. Cet immeuble peut-il faire l'objet de poursuites de la part des créanciers de leur entreprise de boulangerie-pâtisserie ? Justifier votre réponse.



Domaine du droit : le commerçant, personne physique : statut du conjoint du commerçant : notamment : conjoint collaborateur.



A noter : il faut prendre en compte le rôle du conjoint collaborateur dans le fonctionnement de l'entreprise et le régime matrimonial sous lequel les époux sont mariés.

Faits essentiels :

Les époux Panneau exploitent une boulangerie pâtisserie ; madame Panneau a le statut de conjointe collaboratrice. Les époux sont mariés sans contrat de mariage. En 2001, Madame Panneau a hérité de son père un immeuble.

Problème de droit posé :

Dans quelles conditions un bien propre d'un conjoint collaborateur d'un commerçant peut-il faire l'objet de poursuites (ex : saisie) de la part des créanciers de l'entreprise ?

Règles de droit applicables :

Le conjoint collaborateur *assiste* le commerçant ou l'artisan *sans être rémunéré*. Il n'a pas d'autre activité professionnelle.

Lorsqu'il est mentionné au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, il est réputé avoir reçu du chef d'entreprise le mandat d'accomplir au nom de ce dernier les actes d'administration concernant les besoins de l'entreprise (cf. article L121-6 du code commerce).

Dans les rapports avec les tiers, les actes de gestion et d'administration accomplis pour les besoins de l'entreprise par le conjoint collaborateur sont réputés l'être pour le compte du chef d'entreprise et n'entraînent à la charge du conjoint collaborateur aucune obligation personnelle. (cf. article L121-7 du code de commerce).

Quand les époux se sont mariés sans contrat de mariage, ils sont sous le **régime de la communauté légale**. Cela implique (en incluant la règle de l'article L121-7 ci-dessus) que seul le commerçant ou l'artisan peut engager ses biens propres (notamment les biens reçus en héritage) ; par ailleurs, il engage les biens communs des époux.

Application au cas :

L'immeuble reçu en héritage par madame Panneau est un bien propre pour elle. Par conséquent, il ne peut être saisi par les créanciers de l'entreprise de boulangerie pâtisserie.

III – QUESTION DE COURS

(4 points)

Les conditions de formation du contrat.



Domaine du droit : Le contrat : 1^{ère} phase : la formation : les conditions posées par la loi.



A noter : la loi prévoit **deux types de conditions**, qui concernent le fond et la forme du contrat.

Pour être valablement formé, un contrat doit respecter deux types de conditions.

1. Les **conditions de fond** (qui ont pour but le respect de l'ordre public et des bonnes mœurs) :

1^{ère} condition : chaque personne qui s'oblige doit exprimer librement sa volonté de s'engager : elle doit donner son **consentement**. Toute personne doit s'engager librement ; à défaut, il y a **vice du consentement**.

La loi définit quatre vices :

- l'**erreur**, qui peut porter sur la nature même du contrat ou de la chose qui fait l'objet du contrat (le contrat est nul si l'erreur porte sur la substance de la chose) ou sur la qualité de la personne du cocontractant (le contrat est nul s'il est *intuitu personae*) ;
- la **violence**, qui doit revêtir un caractère suffisamment grave pour priver la personne de sa liberté de contracter. Elle peut être physique ou morale ; elle doit être illégitime et déterminante quant à la conclusion du contrat ;
- le **dol**, qui survient quand l'une des parties trompe la confiance de l'autre par des **manœuvres dolosives** (ex : mensonges) ou par la **réticence dolosive** (ex : pas d'informations données sur un élément du contrat qui, s'il avait été connu de l'autre partie l'aurait

dissuadée de donner son consentement). Le dol doit avoir un caractère déterminant quant à la conclusion du contrat ;

- la **lésion** : est un préjudice causé au vendeur d'un immeuble ; le vendeur est lésé de plus de 7/12èmes dans le prix de l'immeuble et il a le droit de demander la rescision de la vente.

2^{ème} condition : la personne (physique ou morale) qui contracte doit avoir la **capacité** juridique requise. Cependant, une personne peut conclure un contrat par l'intermédiaire d'une ou plusieurs autres personnes qui la représentent (exemple : une personne morale a un **représentant légal** (qui est une personne physique), qui agit en vertu d'un mandat légal dans le cadre de l'objet de la personne morale).

3^{ème} condition : les personnes qui concluent un contrat déterminent l'**objet** du contrat, qui consiste dans l'exécution d'obligations relatives à une chose.

La chose doit être licite, identifiée ou déterminable au jour de l'exécution. Une chose future peut aussi faire l'objet d'un contrat.

4^{ème} condition : tout contrat a une **cause**, qui est objective (ex : dans un contrat synallagmatique : la cause de l'obligation d'une partie dépend de la cause de l'obligation de l'autre partie) ou subjective.

2. Les conditions de forme

Le principe du **consensualisme** s'applique.

Un **formalisme** est prévu dans certains cas :

- **rédaction d'un écrit** : si elle est exigée, le contrat est solennel. C'est une condition de validité du contrat. le contrat est un acte authentique (ex : acte notarié) ou un acte sous-seing privé (rédigé par les cocontractants). La loi exige la rédaction d'un acte notarié dans certains cas (ex : contrat de vente d'un immeuble) et requiert un écrit pour la validité du contrat (ex : un contrat entre particuliers portant sur une somme supérieure à 1 500 €) ;
- **remise d'une chose** : elle est une condition de validité de certains contrats (ex : contrat de gage) ;
- **formalités de publicité légale** : par exemple : inscription d'une vente d'immeuble au bureau de la conservation des hypothèques. Cette publicité a deux objectifs : l'opposabilité aux tiers de l'opération réalisée et l'information sur l'identité des propriétaires.